

**AMAP. De plus en plus de groupes de consommateurs s'abonnent au système des paniers hebdomadaires auprès des maraîchers. La production locale a du mal à suivre**

## La ruée sur les paniers qui sentent le frais



La première est née en Provence, au tournant des années 2000. Il y en a plus de 800 en France aujourd'hui, selon Philippe Desbrosses, un des pionniers de l'agriculture biologique et des circuits courts de commercialisation (1). Les Amap, ou Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, connaissent un développement foudroyant qui n'oublie pas la région. En l'espace d'une demi-douzaine d'années, plus de 4 000 familles aquitaines ont adhéré à une Amap. Soit 12 000 consommateurs environ, qui ont pris l'initiative de s'agréger en petits groupes - il y a environ 80 Amap en Aquitaine - pour s'approvisionner principalement en fruits et légumes auprès de 250 producteurs locaux. Ceci sur la base d'un contrat de longue durée, et sans intermédiaires.

En est issu le système des paniers. Une fois par semaine, en général, les adhérents passent prendre leur panier de fruits ou de légumes (voire les deux) en un lieu de distribution donné. Ils ont déboursé à l'avance, en une ou plusieurs fois, le montant qui correspond à ce service. En face, un maraîcher du cru s'est engagé sur le volume, la variété des produits et leur qualité. La plupart du temps, tout le monde est content. Le consommateur, qui déguste des produits qui tendent vers le bio - mais ne le sont pas forcément - à des prix compétitifs, et des producteurs qui sont assurés d'un débouché.

« Je n'y trouve que des avantages. Je vends au prix de détail, à l'abri de la fluctuation des cours, les commandes me font de la trésorerie, je ne cueille que ce dont j'ai besoin et je n'attends pas des matinées entières comme sur les marchés », résume Grégory Hullot, un jeune maraîcher installé à Naujac-sur-Mer, dans le Médoc. Il fournit toute l'année trois groupes, à Villenave-d'Ornon, à Montalivet-les-Bains et à Lacanau, pour un total de 120 paniers de légumes de saison par semaine.

### On sort du baba-bobo

Comme d'autres producteurs, celui-ci était présent hier à Belin-Béliet, en Gironde, où était organisée la cinquième rencontre des Amap d'Aquitaine. Où l'on pouvait se rendre compte que l'adhérent échappe à la typologie baba-bobo dans laquelle l'idée reçue voudrait la cantonner. « On est sur un profil d'employé ou de cadre, en milieu urbain et périurbain principalement. Viennent aujourd'hui des gens moins militants, en particulier de jeunes couples avec enfants. Mais on a aussi des gens sans gros revenus qui ont des convictions sur leur alimentation. Rendre ces circuits accessibles à des publics en état de précarité fait partie des enjeux pour l'avenir », analyse Frank Meymerit, coordinateur à la Fédération régionale des Civam (2) d'Aquitaine, dont le siège est à Pau.

Devenir nouvel adhérent Amap relève plus que jamais d'un acte de foi. « On a l'équivalent des deux tiers des adhérents en liste d'attente », note Gaëlle Bertonèche, qui anime le relais Amap Gironde. Il y avait neuf Amap dans le département il y a deux ans, on en dénombre 29 aujourd'hui, et 10 autres sont en gestation.

Mais on manque cruellement de maraîchers pour satisfaire une demande en croissance à deux ou trois chiffres.

Ceci s'explique pour partie par la démographie agricole. « Nous avons 1 400 actifs agricoles de moins par an en Aquitaine en l'espace de sept ans, soit la disparition silencieuse d'un Ford Blanquefort par an. Pour nous, il était stratégique de s'attaquer à la ceinture verte de Bordeaux. Il n'est pas possible d'y voir des maraîchers crever la dalle avec un million d'habitants à leurs portes », pose Frank Meymerit. « Dans cette zone, on a encore 90 maraîchers dont les trois quarts partiront bientôt à la retraite. Trois d'entre eux ont dit oui pour fonctionner en Amap. C'est un début pour conserver un savoir-faire », se réjouit Gaëlle Bertonèche.

Le foncier est également un frein au développement des Amap. Sur le bassin d'Arcachon, trouver du terrain pour y pratiquer le maraîchage tient de l'exploit.

La tendance est la même dans les principaux centres urbains du Sud-Ouest. Or le lien producteur-consommateur s'accommode mal de l'inflation des kilomètres à parcourir. « On a besoin des élus, ce sont eux qui élaborent les plans locaux d'urbanisme (PLU) et qui nous ouvrent des salles municipales pour la distribution des paniers », relève Frank Meymerit. Les Amap n'ont pas fini de mettre la pression.

(1) Auteur de « Nous redeviendrons navsans » (rééd. 2007) et coauteur de « Terres d'avenir pour un mode de vie durable

(1) Auteur de « Nous redevenons paysans » (recu. 2007) et coauteur de « Terres d'avenir pour un mode de vie durable » (2007), Éditions Alphée. (2) Civam : Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural.

**Auteur : jean-denis renard**  
[jd.renard@sudouest.com](mailto:jd.renard@sudouest.com)

**Tags :** France Agriculture Exploitation agricole **landes naujac-sur-mer villenave-d'ornon lacanau belin-béliet blanquefort bordeaux**



[Lancer l'impression](#)